

HK/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2013- 275 /PRES
promulguant la loi n°004 -2013/AN du 26
mars 2013 portant autorisation d'adhésion du
Burkina Faso à l'Accord multilatéral portant
création d'un groupe de réflexion international
sur les pays en développement sans littoral,
adopté à New York le 24 septembre 2010.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

VU la Constitution ;

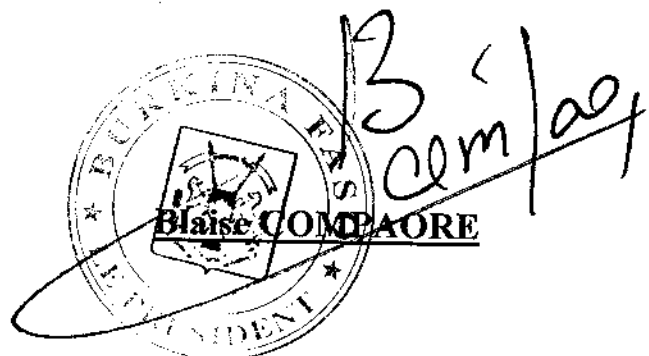
VU la lettre n°2013-032/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 03 avril 2013 du
Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la
loi n°004-2013/AN du 26 mars 2013 portant autorisation d'adhésion du
Burkina Faso à l'Accord multilatéral portant création d'un groupe de réflexion
international sur les pays en développement sans littoral, adopté à New York le
24 septembre 2010 ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n°004-2013/AN du 26 mars 2013
portant autorisation d'adhésion du Burkina Faso à l'Accord
multilatéral portant création d'un groupe de réflexion international
sur les pays en développement sans littoral, adopté à New York le
24 septembre 2010.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 15 avril 2013


Blaise COMPAORE

BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IV^E REPUBLIQUE

CINQUIEME LEGISLATURE

LOI N°004-2013/AN

**PORTANT AUTORISATION D'ADHESION DU BURKINA FASO
A L'ACCORD MULTILATERAL PORTANT CREATION
D'UN GROUPE DE REFLEXION INTERNATIONAL
SUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT SANS LITTORAL,
ADOpte A NEW YORK LE 24 SEPTEMBRE 2010**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n°001-2012/AN du 28 décembre 2012,
portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 26 mars 2013
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

L'Assemblée nationale autorise l'adhésion du Burkina Faso à l'Accord multilatéral portant création d'un groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral, adopté à New York le 24 septembre 2010.

Article 2 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 26 mars 2013

Pour le Président de l'Assemblée nationale,
le Premier Vice-président



Le Secrétaire de séance


Jean Baptiste DALA